

BAROMETRE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

■ ■ ■ 1^{er} semestre 2017 : le stock d'entreprises actives à Paris est en hausse de 2,7 % par rapport au 1^{er} semestre 2016 tandis que les immatriculations au RCS (auto-entrepreneurs inclus) marquent une très légère baisse (- 0.6 %) ; En matière de procédures collectives, les règlements amiables (ouvertures de mandats ad hoc et de conciliation) progressent de 18 %, avec une forte hausse des emplois salariés concernés (+ 69 %) ; les ouvertures de sauvegarde augmentent de 9 % ; les ouvertures de redressement judiciaire diminuent, elles, de 7 %. Le nombre d'emplois concernés par ces deux procédures cumulées est en augmentation (+ 26 %) ; les jugements d'ouverture de liquidation judiciaire sont en baisse (- 9 %) ; En matière contentieuse, le volume de jugements prononcés diminue de 4,7 % ; les ordonnances d'injonction de payer sont en baisse de 6 % tandis que les ordonnances sur requête augmentent de 6 % ; les ordonnances de référé diminuent de 10 % ; enfin, le taux de réussite des conciliations enregistre une forte augmentation (27 %) par rapport à la même période de l'année précédente (19 %) ■ ■ ■

Inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Paris

399 332 entreprises en activité au 30 juin 2017

Au 30 juin 2017, le stock d'entreprises actives (399 332) enregistre une hausse de 2,7 %, avec 10 681 entreprises supplémentaires en activité à Paris par rapport au 30 juin 2016.

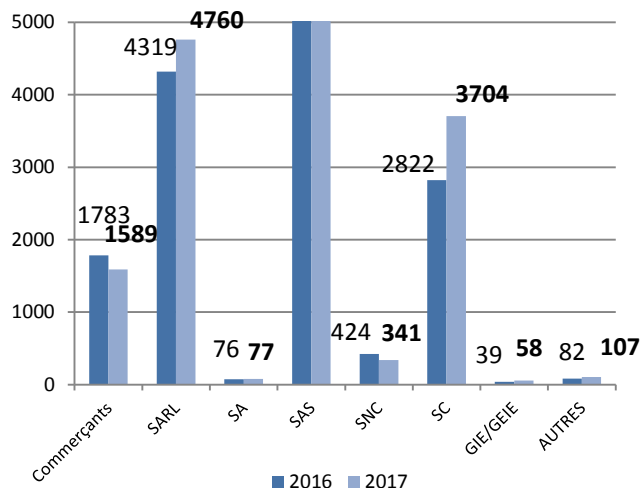
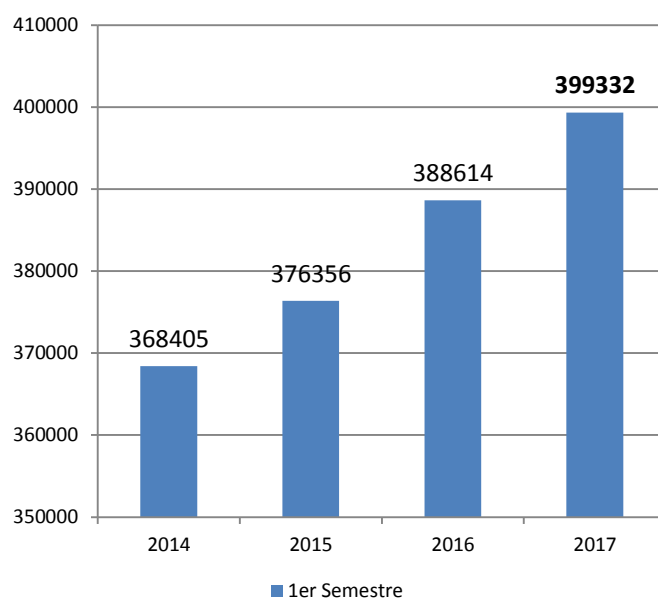
Immatriculations d'entreprises

Au 1^{er} semestre 2017, le RCS de Paris enregistre l'immatriculation de 18 784 nouvelles entreprises, soit une baisse de 0,6 % par rapport à 2016. Parmi ces immatriculations, on dénombre 1357 auto-entrepreneurs.

Typologie des dirigeants à la tête des nouvelles entreprises

69,1 % des nouveaux dirigeants sont des hommes, 22,5 % sont des femmes, 8,1 % sont des personnes morales.

Stock des entreprises



Statut juridique des entreprises commerciales immatriculées

71 % des immatriculations concernent des entreprises commerciales. Sont notamment recensées : 23,8 % de SARL, 46,8 % de SAS, 0,4 % de SA ; 8 % sont des commerçants, des EIRL et des auto-entrepreneurs. Les sociétés civiles représentent 18,5 % des nouvelles entreprises. Les autres statuts juridiques constituent 2,5 % des immatriculations : SNC, GIE, GEIE, sociétés d'exercice libéral, coopératives, etc.

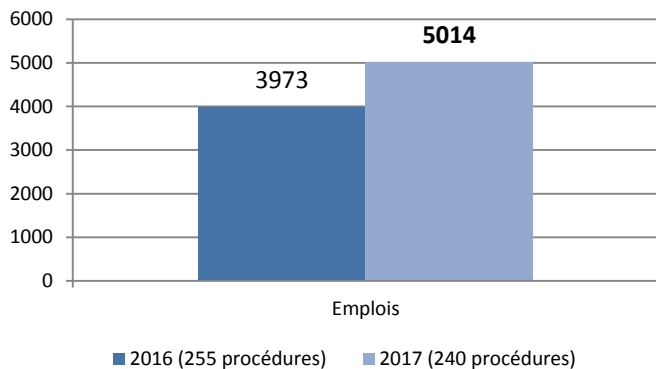
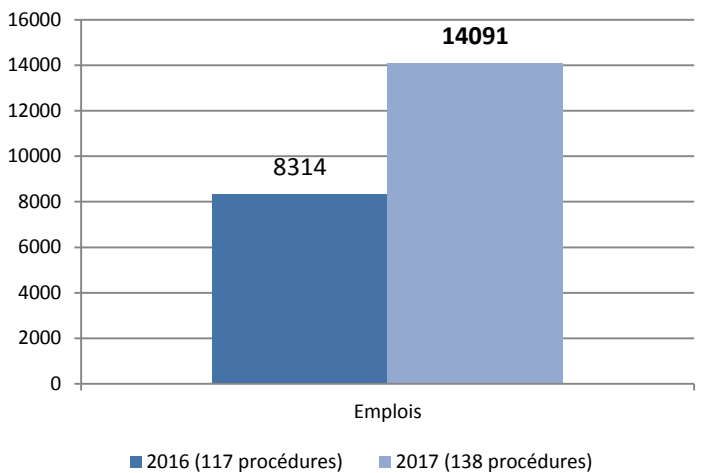
A noter : les créations de SAS enregistrent une hausse de 4 points au 1^{er} semestre 2017, par rapport à 2016 ; la part des SARL est en recul de 2 points.

Prévention des entreprises en difficulté

Détection des difficultés : 1076 dossiers d'entreprises en potentielle difficulté ont été ouverts au 1^{er} semestre 2017, soit une baisse de 14,5 % par rapport à 2016.

Traitement préventif : 141 demandes de mandat ad hoc et de conciliation ont été présentées au tribunal au 1^{er} semestre 2017, soit 12 % de plus qu'en 2016. Celles-ci ont donné lieu à l'ouverture de 138 procédures, en augmentation de 18 % par rapport à 2016.

Emplois et passifs* : 14 091 emplois au 1^{er} sem. 2017 étaient concernés par ces procédures (+ 69 %). Le montant des passifs traités dans le cadre de celles-ci a porté sur 3 938 millions € au 1^{er} sem., contre 1028 millions € sur la période correspondante en 2016.



Procédures d'observation et de traitement des difficultés

Sauvegardes : 24 procédures de sauvegarde ont été ouvertes par le tribunal au 1^{er} sem. 2017, contre 22 en 2016.

Redressements judiciaires : 216 procédures ont été ouvertes en 2017 (223 en 2016).

Emplois : 5014 salariés étaient concernés par ces procédures au 1^{er} sem. 2017, en augmentation de 26 % par rapport à 2016.

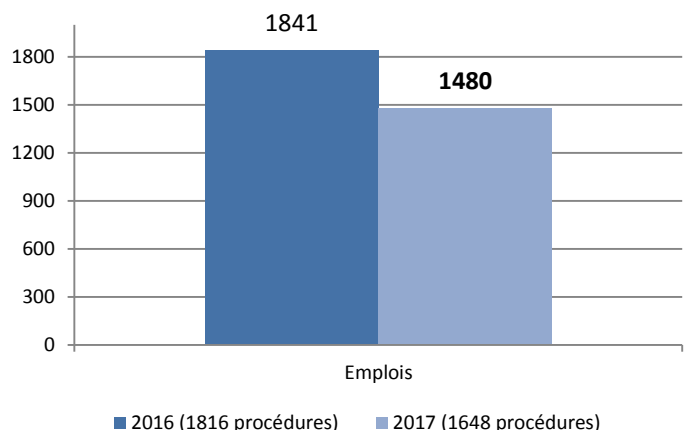
Plans en cours : 927 plans (sauvegarde, continuation ou cession) étaient en cours d'exécution au 30 juin 2017, contre 970 en 2016.

Liquidations judiciaires

Jugements d'ouverture : 1648 jugements d'ouverture ont été prononcés au 1^{er} semestre 2017, chiffre en baisse par rapport à 2016 (- 9 %).

Emplois* : 1480 salariés étaient concernés (contre 1841 en 2016, - 20 %), soit en moyenne près d'un salarié par procédure.

Procédures en cours : 7 520 procédures étaient en cours devant le tribunal au 30 juin 2017. 1556 procédures ont été clôturées en 2017 (-17 % par rapport à 2016).



* Il s'agit des emplois/passifs déclarés ou connus